

**Extraits du discours de Mme Lucie Piché, présidente de la FEC :
Rassemblement devant l'Assemblée nationale, vendredi 28 septembre 2018**

L'enseignement supérieur n'a pas vraiment été un enjeu de la présente campagne, et encore moins le réseau collégial public. On a certes beaucoup parlé d'éducation, mais trop peu d'enseignement supérieur.

Il y a pourtant eu des États généraux de l'enseignement supérieur, en mai dernier, qui ont dressé un sombre portrait de la situation qui prévaut et qui ont présenté un ensemble de recommandations et de solutions concrètes. Depuis ? Silence radio. Pourtant, les problèmes sont nombreux, on le sait, et les enjeux, majeurs. Il y a bien des orientations prises par certains partis politiques sur leur plateforme, mais rien ne résonne dans l'espace public, rien ne se discute dans le débat public. Nous sommes donc ici aujourd'hui pour défendre le réseau collégial public et exposer une fois de plus nos revendications afin qu'elles ne soient pas oubliées par le prochain gouvernement.

Le réseau collégial, comme l'ensemble des services publics québécois, a été particulièrement mis à mal depuis 2011¹. Comme le rappelle la Coalition Main rouge :

« Sous couvert de l'épouvantail de « crise » des finances publiques, nous avons eu droit, dans les dernières années, à plusieurs rondes de coupes, de compressions et de hausses de tarifs. Les principes de gratuité et d'universalité de nos services publics sont plus que jamais en danger, menacés par leur privatisation [...] et par de nouvelles compressions [...]».

« Malgré les surplus budgétaires record des deux dernières années, les sommes dévolues [au refinancement] demeurent largement insuffisantes. Pourtant, ces surplus ont été réalisés au détriment de la majorité de la population et au prix de l'affaiblissement de notre filet social, qui ne parvient plus à soutenir un trop grand nombre de personnes. »

« En éducation, les investissements actuels sont loin de suffire à combler les déficits accumulés par des années de compressions budgétaires. Les restrictions budgétaires des récentes années ont eu des conséquences négatives [...] sur le soutien offert aux étudiantes et aux étudiants, sur les conditions d'enseignement, de travail et d'apprentissage². »

Dans chacun des cégeps [de notre fédération], le sous-financement est chronique. On sait que nous sommes en effet constamment soumis à l'effet yoyo d'un financement instable et que cette instabilité ne fait qu'augmenter. Il faut donc un réinvestissement majeur dans le réseau collégial afin de réparer les pots cassés de l'austérité; on ne peut se contenter d'investissements à la carte, au gré des humeurs des ministres qui passent. L'augmentation fulgurante des étudiantes et étudiants en situation de handicap illustre les besoins immenses en cette matière, sans parler des pressions énormes subies par les personnels en raison des coupures austéritaires et de l'argent neuf qui s'avère nécessaire si on veut éviter de sacrifier de nouvelles cohortes. Il nous faut aussi un financement stable afin que les équipes de travail puissent développer des projets structurants pour leur milieu.

¹ La Fédération des cégeps évalue les coupures à 175 millions de dollars pour le réseau collégial.

² Voir document Coalition Main rouge : <http://nonauxhausses.org/>

Nous revendiquons donc, pour ce faire, une révision du mode de financement du réseau collégial. Le problème est connu – tout comme les solutions d’ailleurs partagées par l’ensemble des acteurs du réseau – incluant la Fédé des cégeps. Tous ont été unanimes dans leurs demandes au Comité mis en place par la ministre David sur la révision du mode de financement.

Le gouvernement qui sera élu le 1^{er} octobre prochain doit s’engager à donner suite le plus rapidement possible aux recommandations que va formuler ce comité ministériel dont le rapport doit être remis en octobre afin de ne pas retarder les réformes envisagées et donner de l’oxygène au réseau collégial.

La nouvelle gestion publique qui a accompagné les compressions des dernières années a miné notre autonomie professionnelle et laminé les espaces de consultation au profit d’une reddition de comptes toujours plus grande.

Les cégeps regorgent de personnel qualifié, de profs qualifiés. Il faut valoriser la profession enseignante en tablant sur le savoir des profs, un savoir qui devrait les placer au cœur du processus de consultation et de décision dans les collèges et reposant sur leur autonomie professionnelle. La Journée mondiale des enseignantes et enseignants, qui aura lieu le 5 octobre prochain, sera d’ailleurs une occasion de rappeler leur importance centrale dans nos institutions et la pertinence de développer de bons canaux de consultation.

Si les élections sont une occasion importante pour défendre nos droits et revendiquer plus de justice sociale, la négociation de notre prochaine convention collective en est une autre. Or, c’est bien avec le gouvernement qui sera élu le 1^{er} octobre prochain que nous aurons à négocier, c’est donc le temps nous faire entendre !

C’est pourquoi, en raison de l’absence de préoccupations face au réseau collégial dans le débat public de la présente campagne, nous avons cru bon de tenir symboliquement un rassemblement devant le Parlement afin d’exposer une fois de plus nos revendications afin que tous les partis en lice se souviennent de nos revendications, parce que nous, nous allons nous souvenir de leurs promesses, si maigres soient-elles pour certains partis.

La négo commence au lendemain des élections! La négo commence le 2 octobre!!!

Afin de leur rappeler : nous dévoilons aujourd’hui cette affiche à saveur électorale dédiée à souligner l’importance du réseau collégial, ce joyau dont nous venons de fêter le 50^e anniversaire! Ce réseau dont nous venons de mettre en relief l’impact absolument positif sur l’accessibilité à l’enseignement supérieur partout sur le territoire, et donc, sur la diplomation, la réduction des inégalités sociales et, plus largement, sur le développement des régions.

Aujourd’hui, c’est du réseau des cégeps publics que nous souhaitons inviter les candidates et candidats à se souvenir. Voilà le message que l’on souhaite transmettre aux futurs élus. Nous souhaitons qu’elles et ils se souviennent de nous comme nous nous souviendrons de leurs promesses !

Lucie Piché, présidente de la FEC